

Le prolétaire

bimensuel **parti communiste international (programme communiste)**

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :
1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F
pli fermé : 80 F et 40 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 321
LE NUMERO : 2 F 50
20 FB - 1 FS
17 au 30 oct. 1980

Après l'attentat de la rue Copernic

Attention au piège démocratique !

Les secousses que provoquent la fin de la prospérité bourgeoise et l'aggravation des tensions internationales entraînent nécessairement une exaspération des antagonismes sociaux et donc de la violence sociale. L'attentat

de la rue Copernic venant après ceux d'Anvers, de Bologne et de Munich a immédiatement évoqué de sinistres souvenirs. Comment la classe ouvrière doit-elle se guider dans ces événements ?

Une montée du racisme et de l'antisémitisme est incontestable. La droite française a une tradition antisémite, et le nazisme a fait de l'antisémitisme un drapeau. Mais est-il vrai que le racisme puisse être assimilé à la droite et que l'antisémitisme menace la démocratie ?

En fait, la renaissance de l'antisémitisme montre que les vainqueurs de la guerre, les démocraties occidentales et le stalinisme, ont, comme nous l'affirmons à l'époque, bien trompé leur monde. La croisade menée contre l'antisémitisme a servi à briser les Etats de l'Axe, mais n'a pas tué l'antisémitisme, qui est bien aussi un produit du capitalisme et ne disparaîtra qu'avec lui.

L'antisémitisme est aujourd'hui un phénomène d'envergure en Russie et dans les pays de l'Est. Les démocraties occidentales sont plus raffinées. Plus tolérantes à l'égard des Juifs dont elles ont utilisé les souffrances à leurs fins impérialistes sous l'étendard du sionisme, elles produisent entre autres à grande échelle le racisme anti-noir, dont les Etats-Unis n'ont plus aujourd'hui le monopole et un racisme anti-arabe dont la France est un triste modèle.

Enfin, si les crimes anti-arabes sont souvent le fait de groupes d'extrême droite ou de la police, ils fleurissent sur un terrain préparé par les discriminations érigées en règle et par l'infériorité sociale consacrée par la loi, un terrain engraisé par la gauche démocratique elle-même et les bureaucraties ouvrières : qui réclame en effet, à cor et à cri un contrôle plus strict de l'immigration, un numerus clausus dans l'emploi, les municipalités, les écoles, et désigne au prolétaire français comme responsable de ses malheurs, non le capitalisme, mais son frère étranger ?

Il est donc clair que la lutte contre le racisme et l'antisémitisme et toutes les formes de supériorité nationale ou raciale est inséparable de la lutte contre les forces démocratiques et le réformisme ouvrier, bref contre la démocratie impérialiste : il n'est pas étonnant que celle-ci marche la main dans la main avec le sionisme.

Quant au fascisme, est-il vraiment un danger aujourd'hui ? Qu'en tout cas, il ne menace nullement la démocratie, les démocrates eux-mêmes l'affirment. C'est ainsi qu'au cours de la manifestation du

DANS CE NUMERO

- Mensonge du « socialisme réel »
- Les chiens de Pavlov de la démocratie
- Iran-Irak : Le jeu des super-puissances
- Spontanéité ouvrière, associativisme de classe et parti révolutionnaire (2).

7 octobre, le « socialiste » Lionel Jospin disait à peu près ceci à une chaîne de radio : « nous ne sommes pas en février 1934. Le fascisme n'est pas aujourd'hui une menace réelle ».

Et pour cause ! Pourquoi faudrait-il substituer le fascisme à la démocratie libérale et pluraliste, si cette dernière s'acquitte encore à merveille du travail qui consiste à endormir les prolétaires

(suite page 2)

Fiat, Renault, Ford, sidérurgie...

Mêmes ennemis, même combat à organiser

La presse bourgeoise de tous les pays a beau continuer de bloquer ou de filtrer soigneusement l'information, la grève des ouvriers de la Fiat en Italie continue. A Turin, les 22.000 ouvriers officiellement mis en chômage technique (plus exactement en « Cassa integrazione ») jusqu'en janvier sont rentrés à l'usine avec leurs camarades pour continuer la grève avec occupation, sans limitation préalable de durée, commencée le 11 septembre malgré toutes les précautions patronales, gouvernementales, syndicales et même pontificales (1). Il y aurait eu des bagarres, le 10 octobre, entre les piquets de grève et les cadres qui tentaient de faire reprendre le travail. D'autres entreprises se sont mises en grève avec occupation dans toute la région (Lancia, Materferro...).

Pour la Fiat elle-même, le blocage de la production (qui, pour l'ensemble des modèles ne gêne pas trop l'entreprise, dans une période de saturation du marché) aurait gagné l'usine de Milan où se fabrique le modèle chéri d'Autobianchi, la rivale potentielle des terribles petites voitures japonaises, la « Panda » : ce que nos social-chauvins français appellent, quand ils promènent les ouvriers au salon de l'auto pour le compte de la Régie Renault, « une voiture populaire pour sortir de la crise » (L'Humanité du 11 octobre 1980)... A Milan les ouvriers des chemins de fer, appelés à la rescousse par les patrons italiens pour assurer contre ceux de la Fiat la sortie des Panda, auraient refusé leur concours et choisi la solidarité avec leurs camarades contre la solidarité nationale !

Bien entendu, le mouvement rencontre devant lui tout l'éventail des tactiques de

(1) Voir Le Prolétaire n° 320.

(suite page 4)

La guerre, un malheur pour la bourgeoisie ?

La « drôle de guerre » s'installe entre l'Irak et l'Iran. « Les dégâts causés aux installations civiles par les combats et les bombardements sont d'ores et déjà évalués à 100 milliards de francs, de part et d'autre. Les pertes en matériel militaire sont pour le moment difficilement évaluables », écrit La Lettre de l'Expansion du 6 octobre.

Les pertes humaines, quelle importance ? Il ne s'agit après tout que du sang des prolétaires et des paysans pauvres !

Que tant de richesses, que le travail d'années et d'années de milliers de prolétaires soient anéantis en deux semaines par les capitalistes, alors que les masses misérables meurent de faim, quelle importance ? On reconstruira, et on demandera aux exploités de se serrer la ceinture dans l'un et l'autre pays, au nom de la patrie !

Et comme les vieilles bourgeoisies savent prendre la plus grosse part du gâteau, La Lettre de l'Expansion ajoute : « De toute façon, ces destructions profiteront aux pays industrialisés et, en premier lieu, à la France, si elle sait se montrer temporisatrice... » ce qui en dit long sur l'« anti-impérialisme » de Khomeiny et de Saddam Hussein.

Les bourgeois ne vivent pas seulement de la misère des prolétaires. Ils s'engraissent encore de leur sang. Il est temps d'en finir avec eux !

Soutenez la presse internationale du Parti !
Souscrivez !

Mensonge du « socialisme réel »

Les formidables luttes du prolétariat polonais en 1956, 1970, 1976 et cet été 1980, démontrent pratiquement une thèse que notre parti défend théoriquement depuis bientôt 50 ans : les pays de l'Est n'ont rien de socialiste ; économiquement, ils sont purement capitalistes (au mieux, et en négligeant les importants résidus précapitalistes) ; politiquement, ils n'ont aucun caractère prolétarien, mais sont purement bourgeois.

Mieux que l'analyse théorique du salariat et du marché, la tendance de « leur » économie et de « leurs » usines à abaisser leur niveau de vie tout en accroissant leur effort montre pratiquement aux ouvriers polonais, comme à leurs frères du monde entier, que cette économie et ces entreprises sont capitalistes : elles sont régies par les mêmes lois, soumises aux mêmes contraintes et cherchent les mêmes solutions que toutes les entreprises et économies bourgeoises.

Et dans une situation mondiale où tous les antagonismes et conflits tendent à s'approfondir, la bourgeoisie polonaise chante à ses ouvriers la même chanson que toutes ses pareilles : elle en appelle à l'unité nationale, à la défense de l'économie nationale, à l'intérêt national. Par ailleurs, faute de pouvoir accorder, dans une situation de concurrence accrue et de menace de crise, des avantages matériels réels et durables aux ouvriers, elle leur offre des messes à la place de viande. Des messes catholiques, ou des messes... démocratiques.

Mieux que notre propagande, c'est la réalité même qui montre aux ouvriers polonais que « leur » Etat n'est pas leur, mais l'instrument de leur exploitation et de leur oppression, c'est-à-dire un Etat bourgeois.

Dès la fin de la seconde guerre impérialiste, nous avons montré que le mythe du « socialisme » russe constituait une entrave énorme à la renaissance du mouvement de classe international. Si ce mythe a sérieuse-

ment perdu de son éclat aux yeux des prolétaires des pays de l'Ouest et du « Tiers-Monde », il n'a pas disparu. Et, dans les pays de l'Est, il garde une terrible efficacité ; d'une part parce que, identifiant la réalité capitaliste qu'ils subissent au « socialisme », les ouvriers n'ont plus aucune perspective d'émancipation ; d'autre part, parce que ce mythe contribue, chaque fois et malgré tout, à ressouder l'union des classes brisée par l'explosion des antagonismes sociaux, à faire adhérer de nouveau les ouvriers à l'intérêt de « leur » usine et de « leur » Etat.

Il est d'autant plus nécessaire de combattre sans trêve le mensonge, tous les mensonges du « socialisme réel ». Ici, nous rappellerons simplement quelques résultats des nombreux travaux que notre parti a consacrés à cette question.

Pour comprendre ce qu'est le socialisme, il faut savoir ce qu'est le capitalisme ; cela peut sembler une banalité, mais n'en est pas une : tout le monde s'est appliqué à embrouiller cette question. Pour le marxisme, le capitalisme est caractérisé (du point de vue économique) par la production généralisée de marchandises au moyen du travail salarié. Cela suffirait à montrer que l'économie des pays de l'Est est capitaliste, puisque fondée sur la production marchande et le salariat. C'est en effet de l'analyse du cycle du capital, achetant moyens de production et force de travail pour produire des marchandises de

valeur supérieure, que Marx déduit toutes les conséquences, les lois et les formes de tout le développement capitaliste. Or le fin mot de ce cycle, c'est la production de plus-value, et dès lors que le salariat existe, c'est la production, la reproduction élargie et l'accumulation du capital qui devient nécessairement le moteur de toute la production sociale. Mieux, la production ne peut tourner que si le capital dans son ensemble et chaque fraction de capital en particulier peuvent se multiplier. Et Marx démontre que cela implique et entraîne des contradictions insolubles.

Sur le papier, le « passage au socialisme » se présente donc de la façon la plus simple : c'est l'abolition du salariat qui implique évidemment l'abolition de tout marché et de toute production marchande, l'abolition de tout échange, fût-ce entre unités de production « libres » et « indépendantes » ; c'est la suppression de la notion même de valeur d'échange, l'abolition des frontières entre les entreprises, la constitution de toute l'humanité en une seule unité de production et de consommation qui règle et planifie l'ensemble de ses activités selon ses besoins et ses possibilités matérielles.

Si, d'évidence, le socialisme n'a rien à voir avec la vision fédéraliste petite-bourgeoise de l'échange entre usines autonomes et autogérées, qui ne sort absolument pas du cadre

(suite page 3)

Autour des manifestations du 7 octobre

La manifestation du 7 octobre à Paris a été l'occasion pour l'ensemble des forces politiques d'accorder leurs violons sur le thème de l'unité antifasciste et de la défense de la démocratie.

• **LE PC** donne le ton en demandant, à l'Assemblée Nationale, « que soit mis fin aux activités militaires qui existent dans le pays et qui sont utilisées par certaines formations qui ne se réclament pas toutes du fascisme » (Humanité du 9-10) : rien de nouveau pour une organisation qui a réclamé en son temps la promulgation de la loi anti-casseurs. Parallèlement, elle mène toute une propagande pour la défense de la police, qui « vomit les fascistes autant que nous » (tract du PC). L'Humanité parle même du « fantastique accueil réservé par les Jeunesses Communistes au syndicat de policiers » lors de la manifestation du 7 octobre. Le lendemain même de la manifestation, la Fédération du Val-d'Oise donnera une conférence de presse déclarant que « le taux d'immigrés dans les villes communistes du Val-d'Oise est inacceptable et dangereux [...], alors que le seuil acceptable d'immigrés ne doit pas dépasser 10 à 12 % dans la population d'une ville » (Libération du 9-10) : voilà la mesure exacte de l'antiracisme du PC !

• **LA LCR**, marchant dans la manifestation juste derrière les organisations sionistes qui criaient « OLP-Nazis même combat », appelle comme d'habitude au front uni antifasciste : « Nous n'avons, face aux assassins, qu'un but et qu'une volonté : que convergent toutes ces forces, que s'engage la mobilisation unitaire la plus large des organisations ouvrières et démocratiques avec les organisations de la communauté juive, ensemble contre le fascisme » (tract LCR). Son affiche

d'appel à la manifestation déclare d'ailleurs : « Face au danger fasciste, les déclarations de division, les actes sectaires sont criminels ». Un appel du pied est fait aux organisations sionistes à qui l'on reproche seulement d'être un peu trop sionistes et pas assez unitaires (Rouge, 10-16 octobre). Et peut-on, sans mentir, parler comme la JCR dans son tract d'appel, d'autodéfense contre les fascistes avec les partis « ouvriers » et sans dire qu'elle doit être en même temps une autodéfense contre la démocratie ?

• **L'OCI**, si elle n'a pas appelé ouvertement à la manifestation, y était présente ouvertement et massivement dans le service d'ordre de l'UNEF, et d'ailleurs, dans un tract de l'OJR, elle ne trouve rien à redire à la manifestation du 7, et comme toujours elle en appelle à « l'unité de toutes les organisations ouvrières ».

• **L'UCFML** affirme que « la risposte de la communauté juive est une force, une très bonne chose. Elle traduit le fait que la communauté juive refuse la répétition de l'Histoire. Elle sert de point d'appui à ceux qui veulent s'engager contre l'antisémitisme ». Pour l'UCF, qui a oublié depuis longtemps jusqu'au mot de classe ouvrière, il faut « l'unité de toutes les fractions et communautés du peuple, historiques, nationales, culturelles et religieuses » (tract UCFML).

• **L'OCT** montre que « lutter contre le fascisme, c'est faire l'unité de tous les antifascistes et anti-racistes contre les nerfs et leurs complices du gouvernement et de l'appareil d'Etat » (tract).

Gauchistes, tous unis avec les partis social-chauvins et les sionistes pour la défense de la démocratie !

17 octobre 1961, vous connaissez ?

L'absence d'une participation réelle des travailleurs immigrés à la manifestation du 7 octobre a été remarquée par les journalistes. Libération pousse même l'ignominie jusqu'à insinuer que cela était dû au racisme anti-juif des immigrés : « N'étaient pas venus ces traditionnelles victimes du racisme que sont les Arabes. Traditionnel aussi le racisme rampant des victimes du racisme pour d'autres victimes... » (Libération du 8-10). Parallèlement toutes les organisations politiques ou autres, jusqu'aux politiciens de droite, lancent leur petit couplet hypocrite sur la « protection » des immigrés.

Faut-il rappeler que les travailleurs arabes subissent en permanence le terrorisme légal et para-légal de la bourgeoisie, et cela dans l'indifférence et le silence général ? Faut-il rappeler que la manifestation du MRAP de juin 80 n'avait pas rassemblé cinq mille personnes ? Durant ces dix dernières années, des

centaines de travailleurs immigrés sont morts dans des attentats. Des milliers d'autres sont morts pendant les ratonnades de la guerre d'Algérie. Le 17 octobre 1961 une manifestation algérienne à Paris a été attaquée par la police : des dizaines de travailleurs ont été jetés pieds et poings liés dans la Seine, des dizaines d'autres matraqués à mort dans la rue ou à la Préfecture de police, d'autres, encore tués par balle. Le FLN annoncera le chiffre de 200 morts et 400 disparus. Ce soir-là, il y eut 12.000 arrestations, les stades étaient pleins. En riposte, rien, ou presque : pas de grève, pas de manifestations, juste quelques larmes de crocodile de bons « démocrates de gauche ». On comprend mieux, maintenant, la saine méfiance des travailleurs immigrés vis-à-vis de tous ceux qui voudraient les embrigader derrière la démocratie impérialiste.

Irak-Iran

Le jeu des superpuissances

Peu après le début des hostilités entre l'Irak et l'Iran, les Etats-Unis et l'URSS ont déclaré leur neutralité dans ce conflit. Cette déclaration a de quoi surprendre : une guerre éclate à proximité immédiate de l'URSS, dans une région du monde qui présente un intérêt vital pour l'Occident du fait de sa richesse en pétrole, et les deux impérialismes qui n'ont cessé de vouloir marquer des points l'un contre l'autre depuis la fin de la deuxième guerre mondiale seraient devenus neutres ?

Après l'Afghanistan, le président américain a déclaré que les Etats-Unis défendraient, au besoin par la force, la libre circulation dans le détroit d'Ormuz ; la présence militaire occidentale ne fait que se renforcer au Proche-Orient, au Moyen-Orient et dans l'Océan Indien ; en intervenant en Afghanistan, les Russes ont montré l'intérêt qu'ils portaient — entre autres choses — à ce fameux détroit et à l'accès aux mers chaudes, et voilà qu'à propos de la guerre entre l'Irak et l'Iran les deux camps impérialistes se déclareraient neutres !

Non, l'impérialisme n'a pas changé de visage. Ce qui explique l'attitude de réserve de l'URSS et des USA, c'est d'abord le caractère limité du conflit. Les Iraniens ayant déclaré qu'ils assureraient la liberté de circulation dans le détroit d'Ormuz, les Occidentaux n'ont pas à redouter ce qu'ils craignent le plus : la fermeture du robinet pétrolier.

Ce que les Iraniens ont déclaré publiquement, les Irakiens sont allés le dire à Moscou et à Paris : le conflit ne met pas en jeu l'approvisionnement en pétrole de l'Occident et ne risque donc pas de devenir un casus belli à l'échelle mondiale. C'est un conflit régional entre deux puissances régionales qui se battent — toutes considérations de politique intérieure mises à part, c'est-à-dire de canalisation des risques d'explosion sociale vers un ennemi extérieur — pour la suprématie dans la région, l'Iran de Khomeiny voulant continuer à être le gendarme

du Golfe, l'Irak qui est en train de grandir voulant lui ravir cette place.

De ce point de vue, les Russes et les Américains ne peuvent que se réjouir qu'il y ait deux candidats pour un même poste. Deux gendarmes valent mieux qu'un dans une région tout à la fois névralgique et explosive !

Mais si Russes et Américains sont unis du point de vue de la complicité contre-révolutionnaire qui les lie, la rivalité qui les oppose n'a pas cessé pour autant. Leur « neutralité » tient au fait que chaque belligérant essaie de se ménager des appuis auprès de chaque impérialisme et que — réciproquement — Russes et Américains s'efforcent de soutenir les deux pays à la fois pour ne pas laisser l'autre impérialisme prendre l'avantage. L'Irak, qui n'a pas de relations diplomatiques avec Washington, a signé en 1972 un traité d'amitié avec les Russes en vertu duquel ceux-ci leur ont fourni l'armement avec lequel ils combattent aujourd'hui les Iraniens dans le Khouzistan. Mais au même moment il a commencé à se rapprocher de la France, c'est-à-dire du camp occidental. D'autre part, l'Irak a reçu le soutien de ces pays pro-américains que sont le Maroc, l'Egypte, la Jordanie, l'Arabie Saoudite (et même, disent les mauvaises langues, Israël). Enfin — dit le Figaro du 7 octobre, l'Irak commençait même à se rapprocher des Etats-Unis...

L'Iran de son côté, n'a plus de relations diplomatiques avec les Etats-Unis, garde en otage 52 Américains depuis des mois et des mois, mais bombarde Bagdad avec des Phantom américains qui continuent à voler grâce à des pièces de rechange qui, faute de pouvoir arriver directement de Washington, transiteraient par la Corée du Sud ou la Turquie. L'Ayatollah a beau vitupérer le Satan d'Outre-Atlantique, la bourgeoisie iranienne aimerait bien refaire ami-ami avec les Américains, et rien ne prouve qu'après tout Khomeiny lui-même ne serait pas tenté

« Réflexe républicain »

Les chiens de Pavlov de la démocratie

Présentez deux fois de la nourriture à des chiens en agitant une sonnette. Puis agitez la sonnette, mais sans présenter maintenant de nourriture. Les chiens accourent cependant en salivant. Cette expérience, Pavlov n'imaginait certainement pas qu'elle était également applicable à la lutte des classes.

Le 3 juin 1898, la cassation du jugement prononcé auparavant contre Dreyfus provoquait une manifestation de l'extrême droite antisémite et monarchiste contre le président Loubet, par ailleurs célèbre pour avoir étouffé le scandale de Panama. Il n'y avait aucune menace sérieuse de restauration de la monarchie, mais la république n'était pas si vieille. « La république est en danger ! » sonna la clochette et Waldeck-Rousseau constitua son gouvernement de « défense républicaine », allant du général marquis de Galliffet, le boucher de la Commune, au « socialiste » Alexandre Millerand. Au lieu de profiter de la crise bourgeoise pour mettre en cause sa domination de classe, Jaurès apporta sa caution à l'Etat capitaliste pour une opération de ravalement de la hiérarchie militaire, dont la classe ouvrière fit immédiatement les frais avec la répression des mouvements grévistes. Quant à la gauche socialiste qui s'opposa à cette attitude, la plupart de ses chefs tombèrent néanmoins dans l'union sacrée pour la « défense de la république française » en août 1914.

Le 6 février 1934, des groupes d'extrême droite, antisémites et profascistes, dénoncent la corruption parlementaire et ministérielle

— on ne peut plus réelles, il va de soi ! — et s'affrontent à la police. Il n'y avait pas de réel danger fasciste — la démocratie faisait trop bien son travail ! — mais les événements d'Allemagne n'étaient pas si loin.

« La démocratie est en danger ! » sonne la clochette, et l'on marche vers le Front populaire, « communistes » bras dessus-bras dessous avec les social-patriotes et les tenants de l'empire colonial ! Au lieu de profiter de la crise de la bourgeoisie pour préparer l'assaut à l'ordre capitaliste, Thorez abandonne ses dernières phrases révolutionnaires pour une opération de rafistolage de la domination bourgeoise et de défense de l'impérialisme français contre les « Boches ».

Passons sur le 13 mai 1958. Vient le 3 octobre 1980. Avec la crise éclosent des attentats antisémites. Cette fois, il n'y a aucun danger fasciste, aux dires même des Pavlovs de l'ordre capitaliste, qui tirent néanmoins la sonnette : « l'ordre républicain est en danger » ! et Krivine, le « terrible » représentant de l'extrême gauche soixante-huitarde se retrouve dans la rue, au coude à coude avec les gaullistes, les policiers et les sionistes, prélué à toutes les combinaisons politiques imaginables pour la défense de l'ordre établi, que ce soit un « gouvernement PC-PS » ou un gouvernement de « sursaut national ».

La classe ouvrière ne peut se frayer la voie de la lutte contre cet ordre infâme qu'en combattant le « réflexe républicain », ce réflexe conditionné des chiens de Pavlov de la démocratie !

Attention au piège démocratique !

(Suite de la page 1)

contre quelques droits formels, si elle parvient à atomiser leurs forces, à stériliser leurs élans de révolte, et à faire coexister une classe désarmée physiquement et politiquement avec la classe qui vit sur son dos, armée jusqu'aux dents, elle, pour défendre ses privilèges.

Si les attentats d'extrême droite sont dangereux, c'est surtout parce qu'« à chaque fois, il s'agit de créer la peur parmi les communautés, de susciter des réactions de violence » (tract de l'UD-CFDT du Val-de-Marne appelant à la manifestation du 7). Ni l'extrême droite, ni les

milices privées ne gênent le capitalisme. Au contraire, elles sont à son service et complètent utilement le rôle de la police pour intimider les prolétaires, particulièrement ceux qui échappent au contrôle réformiste et démocratique.

C'est la raison pour laquelle l'indignation suscitée par les attentats récents a servi à dénoncer le terrorisme, mais « le terrorisme sous toutes ses formes, sous tous ses aspects ». Comme par enchantement, les critiques sur le projet « sécurité et liberté » ont été mises en sourdine. Et si le gouvernement a été mis en accusation, c'est pour ne pas avoir été assez sévère, pour ne pas avoir donné à la police les moyens suffisants pour éviter le recours à la terreur « illégale » et donc risquer de susciter la violence, illégale par définition, des exploités. Il n'est donc pas nécessaire d'insister sur le fait que les mesures de nettoyage de la police ou de répression des groupes d'extrême droite seront purement démagogiques et ne servent qu'à couvrir des mesures bien plus énergiques frappant les tentatives de révolte contre l'ordre établi.

La démocratie est bien, comme nous l'affirmons au sortir de la guerre, l'héritière du fascisme vaincu. Et c'est encore la démocratie qui représente encore aujourd'hui le danger principal pour la classe ouvrière, en paralysant ses tentatives d'action indépendante.

Nous savons que la position des communistes qui refusent de mêler la voix de la révolte et de la haine de classe aux larmes de crocodile des démocrates est présentée comme « sectaire et criminelle ». Laissons les roquets du socialisme « non sectaire » hurler avec les loups de la démocratie. La classe ouvrière a son but, ses méthodes à elle. Elle seule peut venir à bout du racisme et de la violence « de droite », parce qu'elle seule combat résolument l'ordre capitaliste et tous ses larbins.

Cette position théorique ne signifie nullement une abstention pratique. Elle n'est pas une dérobade de type anarchisant. Elle suppose au contraire que sur le terrain de l'action immédiate, la lutte de défense contre les crimes racistes et contre la violence légale et paralégale de la bourgeoisie soit menée avec détermination et énergie. C'est sur ce terrain réel que les communistes révolutionnaires travaillent à l'unité de classe. Et elle se fera dans le vif de la lutte sur le terrain de classe, en combattant toutes les forces bourgeoises, les faux amis réformistes et pacifistes, les faux révolutionnaires qui prétendent soumettre la lutte d'auto-défense prolétarienne à l'autorisation des faux partis ouvriers, ces piliers de l'impérialisme.

Spontanéité ouvrière, associationnisme de classe et parti révolutionnaire (2)

(Le début de cet article a paru dans le numéro 320 du Prolétaire.)

Le déphasage entre les conditions objectives actuelles, qui voient s'aiguïser les antagonismes de classe, et la faible riposte prolétarienne dans les centres impérialistes, a été approfondi par l'absence d'une avant-garde éprouvée en laquelle les masses puissent reconnaître une ferme volonté de lutte. Pour combattre avec décision et continuité, les masses ont besoin de sentir qu'elles ont à leur tête une direction de fer qui ait gagné leur confiance : ce facteur est aussi un élément déterminant de la « spontanéité ».

Dans ce sens, la situation actuelle diffère radicalement de celle du premier après-guerre, lorsque pour s'efforcer d'affronter l'offensive bourgeoise, le jeune Parti Communiste d'Italie lança le mot d'ordre du « front unique syndical » (1). Et ceci sur deux plans différents.

Avant tout, la situation est différente parce qu'existaient alors des organisations de classe (syndicats, Bourses du travail) qui constituaient des centres naturels d'organisation et de mobilisation du prolétariat. Mais parler de ces organisations signifie parler non seulement des groupes communistes agissant en leur sein, mais aussi de militants liés à la social-démocratie et au syndicalisme révolutionnaire qui n'avaient pas abandonné le terrain de l'action de classe ; c'est précisément pour cela que les **Thèses de Rome** parlent de la nécessité de « toujours distinguer entre les chefs et les masses », non seulement des syndicats, mais aussi des partis, et de « ramener sur le terrain révolutionnaire » beaucoup de travailleurs qui militaient dans leurs rangs.

La « spontanéité » ouvrière immédiate rencontrait là son cadre organisationnel direct, que les sommets bureaucratiques, liés à la collaboration de classes, s'efforçaient de dévier ou de dénaturer au profit de la conservation sociale. Mais aujourd'hui ce cadre organisationnel est entièrement lié à la classe ennemie et vidé de tout contenu de classe, et il manque même les minorités politisées auxquelles le P.C. d'Italie lança ultérieurement l'appel à soutenir la grève lancée en août 1922 par l'Alliance du Travail, minorités qui, tout en étant orientées par des principes erronés du point de vue de la lutte pour l'émancipation prolétarienne, étaient cependant animées d'une saine haine contre l'action de sabotage des sommets syndicaux et s'alignaient énergiquement sur le terrain de l'action de classe.

De ce point de vue, la situation d'aujourd'hui est désolante. La trajectoire des groupes de l'« extrême gauche » trotskyste et spontanéiste (pour ne pas parler du maoïsme, qui a hérité des pires traditions du stalinisme) qui ont dominé la scène des dix dernières années, les a conduits à finir par jouer le rôle de simple « opposition loyale » à la politique du syndicalisme démocratique et ainsi à gâcher dans une politique capitulaire (car elle ne vise pas à heurter de front les alignements politiques et sociaux) toute une génération de jeunes prolétaires haïssant les bureaucraties officielles.

En second lieu, la situation actuelle diffère de celle du premier après-guerre en ce sens qu'alors existait à l'échelle générale un fort parti révolutionnaire capable de poser sa candidature à la direction de la lutte prolétarienne (2) ou de constituer un facteur actif de cette même lutte. En effet la présence d'un parti communiste bien implanté dans les masses, aguerri dans l'action et ferme sur les principes est un facteur de premier ordre de la mobilisation du prolé-

Peyrefitte peut dormir sur ses deux oreilles...

Le 2 octobre s'est tenu à Paris un concert de rock qui, selon ses organisateurs, devait combattre Peyrefitte à travers un soutien au juge Bidalou. Y appelaient les JCR, qui tenaient un service d'ordre commun avec les restes des Autonomes. La seule intervention qui a été faite était destinée à montrer qu'il existait des « petits juges » qui voulaient faire leur métier, mais qui, malheureusement, étaient paralysés par un méchant ministre ! Comme notre tract distribué à l'entrée du concert le prévoyait, à aucun moment ne fut abordée la question de la préparation de la classe ouvrière, des jeunes prolétaires qui se révoltent contre cette société. Silence total sur la solidarité envers toutes les victimes de la répression capitaliste, comme les membres des NAPAP, GARI, GRAPO, Action-Directe. Silence total sur les milliers de prolétaires « délinquants » emprisonnés pour crime de misère. Silence total sur le contrôle policier dont sont victimes nos frères immigrés.

Ce soir-là, les bourgeois pouvaient dormir sur leurs deux oreilles.

... Quelques heures avant, place de la République, treize organisations syndicales, allant de la CGT au Syndicat national autonome des policiers en civil, avaient « appelé » à un

(suite page 4)

tariat sur le terrain de l'action directe, par l'influence qu'il peut ainsi exercer sur les militants ouvriers non encore gagnés aux principes du communisme, par la pression qu'il peut ainsi exercer éventuellement sur les directions officielles oscillantes ou capitulaires, et par la force d'attraction que les avant-gardes forgées et éprouvées ont sur les couches les plus profondes et les plus étendues des masses.

C'est en 1974-75, au moment du déchaînement de la crise internationale qui ne pouvait manquer de poser le problème de l'offensive bourgeoise, que notre parti reprit la perspective du « front prolétarien de lutte ». Dans un article de janvier 1975, nous écrivions : « Nous posons la perspective du front unique même s'il n'est pas réalisable immédiatement parce que les forces manquent encore pour cela, et en particulier un parti révolutionnaire bien implanté dans la classe prolétarienne, qui d'autre part ne possède pas les instruments de sa défense immédiate — et nous nous proposons le double objectif de construire et de renforcer le parti « en liaison avec la classe ouvrière » et d'apporter une aide active dans toutes les situations où il s'agit de lutte et d'organisation des ouvriers en tant que tels » (3).

En avril de la même année, nous revenions sur ce sujet : « Il s'agit d'une perspective à laquelle nous devons nous consacrer [...], car si aujourd'hui les brèches pour notre action sont plus importantes que par le passé, leur élargissement dépend aussi et surtout de notre activité plus spécifique dans le domaine des luttes immédiates, tendant à constituer, à partir de la base, c'est-à-dire des luttes les plus isolées et sur les objectifs les plus dérisoires, un front regroupant les travailleurs, qui pourra se développer à l'intérieur et à l'extérieur des syndicats, en défense de leurs conditions de travail, de vie et de lutte. Dans cette activité, le parti agit en fonction d'une perspective dialectique : créer, dans la défense, les conditions de l'offensive, c'est-à-dire d'une reprise à grande échelle du mouvement de classe, et, précisément pour cela, dans le vif des luttes et à travers l'action des militants, former les cadres du parti de classe [...] ».

« Dans la phase actuelle, la perspective d'une crise large et profonde, avec ses inévitables reflets dans le domaine des forces sociales, donne la possibilité non volontariste, non dictée par des exagérations d'appréciation objectives et subjectives, de regrouper des noyaux prolétaires autour de revendications de base comme celles que nous sou-

tenons dans nos interventions, et qui se remplissent d'un contenu pratique et articulé. Et dans cette phase nous entrevoyons la possibilité réelle, non fictive, de la naissance d'organismes spontanés, qui, à l'intérieur ou à l'extérieur du syndicat, expriment l'exigence des prolétaires, de chaque prolétaire, face à l'exaspération de la crise et à la défense de ses propres conditions de vie et de travail. »

Sur ce terrain, ajoutons-nous, il serait inadmissible d'établir « des discriminations politiques ; au contraire, nous considérons comme indispensable que tous ceux qui partagent au moins le point essentiel de l'opposition frontale à l'opportunisme travaillent sur la base d'un accord le plus large possible, en subordonnant la largeur du front à la seule volonté réelle de lutte pour des objectifs précis [...] ».

« Nous appelons le prolétariat à la lutte, et avant tout à créer les conditions de la lutte, pour la défense de ses conditions de vie et de travail ; nous appelons à se charger avec nous de cette défense tous ceux qui, bien qu'ils aient des orientations et des affiliations politiques différentes et divergentes, sentent la nécessité de s'opposer frontalement à l'opportunisme. »

Sachant que « au maximum, dans une situation d'aggravation de ses conditions d'existence, le prolétariat prend conscience de la nécessité de lutter pour la défense de ses intérêts immédiats et tend, mais tend seulement, à s'unir », « nous posons aujourd'hui comme hier la question fondamentale du réseau d'associations économiques du prolétariat qui doivent être reconstruites dans le cours d'un processus de développement des luttes sociales dialectiquement lié à celui de l'influence toujours plus large du parti parmi les travailleurs » (4).

Ce front ne pouvait donc exclure a priori les articulations syndicales d'autres courants politiques. Mais ce n'est un secret pour personne que la trajectoire des forces qui composent l'« extrême gauche » actuelle les a éloignées, et non rapprochées, du terrain de la lutte frontale contre les sommets et les bureaucraties syndicales. Bien plus, ces organisations n'ont pas été un facteur « neutre », mais bien négatif du point de vue qui nous occupe. Cette réalité de fait ne rend pas impossible la perspective, qui est toujours actuelle, du front prolétarien de lutte, mais aujourd'hui elle rend plus difficile — bien que non impossible localement — sa cristallisation et, dialectiquement, la stabi-

lité et l'extension d'un embryon d'associationnisme ouvrier capable d'affronter les forces ouvertes ou masquées de l'ennemi.

Ceci ne signifie pas non plus que nous excluons l'apparition future d'autres minorités politisées significatives disposées à se situer énergiquement sur ce terrain. Mais, à la manière de Lénine, nous pouvons et nous devons affirmer, également sur ce terrain, qu'« il n'est point de parti politique qui puisse, sans tomber dans l'esprit d'aventure, régler sa conduite sur des explosions et des complications hypothétiques. Nous devons poursuivre notre chemin, accomplir sans désespérer notre labeur systématique, et moins nous compterons sur l'inattendu, plus nous aurons de chances de n'être jamais pris de court par les « tournants historiques » (5).

Sans aucun doute, la formation d'un front prolétarien de lutte, et à plus forte raison, d'un associationnisme ouvrier de caractère économique, sera le fruit de la convergence de poussées spontanées des masses ouvrières et de l'action consciente de minorités d'avant-garde. Mais le parti — et c'est là le point central de la question — devra jouer par rapport à celles-ci un rôle primordial de maturation, de renforcement et de cristallisation, au cours d'un processus qui ne sera ni court ni facile, à la mesure des ravages causés par les deux vagues successives de dégénérescence opportuniste.

NOTES

(1) Cet appel avait, à l'époque, un triple objectif : la convergence de forces prolétariennes sur un front de lutte contre l'offensive bourgeoise ; la création des conditions de l'unité des organisations de classe du prolétariat italien ; et, dialectiquement liée à ces deux buts, l'extension de l'influence du parti et donc de la discipline révolutionnaire de la classe.

(2) Et cependant, là où nos groupes communistes sont localement bien implantés, ils ont souvent réussi à cristalliser une volonté de lutte qui, en leur absence, se serait volatilisée.

(3) « Fronte unito proletario e organizzazioni tradizionali, oggi », Il Programma Comunista, n° 1 du 7-1-1975.

(4) « Basi oggettive e delimitazione programmatica del fronte unito proletario », Il Programma Comunista, n° 6 et 7 du 20-3 et du 3-4-1975.

(5) Lénine, « Par où commencer ? », Œuvres Complètes, tome 5, p. 20.

Mensonge du « socialisme réel »

(suite de la page 1)

mercantile, il ne s'identifie pas non plus à la « nationalisation » ou à l'étatisation des moyens de production. Celle-ci est une opération certes nécessaire, mais qui, par elle-même, ne détruit pas la nature capitaliste de la production : elle rend seulement cette destruction possible. Et elle la rend encore plus nécessaire : la concentration de tout le capital dans les mains de l'Etat (qui n'est réalisée nulle part, d'ailleurs !) ne permet nullement une planification réelle si les lois de la production marchande restent en vigueur ; au contraire, la contradiction entre ces lois et les besoins sociaux devient encore plus virulente. Tous les Etats bourgeois essayent de planifier l'économie et, dans certaines limites, ils y parviennent provisoirement ; mais c'est pour produire un désordre plus grand encore. En Pologne ou en France, le problème est le même.

Autant le passage au socialisme est simple sur le papier, autant il est complexe dans la réalité : il exige d'abord une certaine maturité des forces productives réalisées par le capitalisme, ensuite et surtout la destruction révolutionnaire de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat seule capable de le réaliser. Il est certain qu'il ne peut se faire en un jour. Aussi, certains affirment que, sans être déjà socialistes, les pays de l'Est sont engagés dans cette transition. Il n'en est rien.

L'histoire de ce siècle a été obscurcie par le fait que la révolution prolétarienne est restée isolée dans un pays économiquement arriéré, qui n'était pas mûr pour le passage au socialisme. Cette immaturité n'interdisait nullement au prolétariat d'y prendre le pouvoir, à condition de se placer dans une perspective révolutionnaire internationale ; mais, comme il est resté isolé, elle l'a obligé à passer par l'économie marchande pour accroître les forces productives. Cela a encore aggravé les problèmes qui se posent au pouvoir prolétarien isolé dans un pays ou groupe de pays. Même dans un pays archicapitaliste, la tâche prioritaire n'est pas l'introduction de mesures socialistes, qu'il promouvra naturellement au maximum, mais bel et bien la lutte sur tous les plans pour l'extension de la révolution et son triomphe à l'échelle mondiale. S'il est absurde de penser que la révo-

lution pourrait vaincre partout en même temps, la raison d'être d'un Etat prolétarien n'est pas de fabriquer un petit « paradis socialiste » local, mais de servir de bastion avancé de la lutte internationale du prolétariat.

L'Etat prolétarien issu d'Octobre a effectivement rempli cette fonction, jusqu'au moment où la contre-révolution stalinienne l'a privé de tout caractère prolétarien. Ce caractère n'a jamais résidé dans des mesures économiques dont Lénine reconnaissait qu'elles étaient essentiellement capitalistes, mais dans la nature politique de l'Etat dirigé par le parti et le rôle politique qu'il jouait dans la lutte internationale. Le triomphe de la théorie du « socialisme dans un seul pays » en 1926 a marqué une véritable contre-révolution qui, d'ailleurs, a dû par la suite massacrer toute la vieille garde bolchévique pour déployer ses effets. Dès lors, la politique de l'Etat russe ne visait plus, à l'intérieur, qu'à développer rapidement le capitalisme, en brisant les résistances prolétariennes et en passant avec la paysannerie le compromis du kolkhoze ; à l'extérieur, à combattre et à briser le mouvement révolutionnaire du prolétariat, tout en utilisant l'Internationale pour défendre les intérêts nationaux de l'Etat russe.

Deux faits ont permis de masquer la nature désormais purement bourgeoise de l'URSS : d'une part, le développement du capitalisme y avait encore un caractère révolutionnaire bien que purement bourgeois ; d'autre part, défendant la Russie, les PC de chaque pays travaillaient souvent à la conservation du capitalisme mondial en s'opposant à leur propre bourgeoisie, ce qui pouvait leur donner une allure « subversive » : dans leur action contre-révolutionnaire, le ralliement à leur bourgeoisie nationale se cachait en effet parfois derrière le pseudo-internationalisme de la défense de l'URSS. Staline, de son côté, prétendait encore au début de la guerre vouloir « exporter la révolution à la pointe des baïonnettes de l'Armée Rouge ».

Il s'est vite avéré qu'il n'exportait que la domination russe, réalisée par l'écrasement des mouvements de révolte et par la consolidation et le développement du capitalisme dans les pays de sa zone d'influence. Dans ces pays, seule la forme de gouvernement a

changé, mais l'Etat bourgeois n'a pas été bouleversé. Par les fameuses nationalisations, il s'est efforcé de concentrer l'industrie dans ses mains, afin de la lier à la Russie et en même temps d'accélérer son développement. En fait, d'ailleurs, l'économie des pays dits « socialistes » est encore moins concentrée que celle de capitalismes de pointe comme les USA ou la RFA, malgré la concentration juridique des ... titres de propriété.

De prolétarien, l'URSS et les partis de l'Internationale pourrissante n'ont plus rien depuis les années trente, et tous les Etats « socialistes », ces Etats bourgeois et les partis qui les dirigent ou leur sont liés, pas davantage. A l'intérieur, ils sont les instruments de la dictature du capital ; à l'échelle internationale, ils ont pris place dans le concert impérialiste, travaillant aux côtés de leurs concurrents à préserver l'ordre impérialiste, y compris contre les révoltes des peuples de couleur. Et, surtout, ils ont été la plus puissante force politique de la contre-révolution bourgeoise mondiale.

Ils ont ravalé le socialisme au niveau d'un impossible capitalisme harmonieux ; ils ont ravalé la lutte révolutionnaire du prolétariat au niveau de la défense de la démocratie et de la légalité bourgeoises ; ils ont transformé le défaitisme révolutionnaire des années glorieuses de l'Internationale en pacifisme petit-bourgeois et en bellicisme social-patriotard ; ils ont privé le prolétariat de toute perspective historique propre pour le livrer pieds et poings liés aux Etats bourgeois du monde entier, pour en faire le meilleur champion de l'économie bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, de la patrie bourgeoise.

Mais l'histoire pousse inexorablement le prolétariat à la lutte. Lui montrer la vraie nature du « socialisme réel », c'est l'aider à rompre toute solidarité avec « son » économie et « son » Etat, c'est l'aider à se battre de façon efficace. Tous ceux qui lui présentent quelque chose à défendre dans l'économie ou l'Etat bourgeois, à l'Est comme à l'Ouest, le désarment et le paralysent face à la bourgeoisie. Dans les pays du « socialisme réel », c'est-à-dire du capitalisme camouflé, comme dans ceux du capitalisme avoué, les prolétaires n'ont rien à défendre : ils ont leurs chaînes à briser et un monde à conquérir !

Mêmes ennemis, même combat à organiser

(suite de la page 1)

sabotage non seulement de la bourgeoisie, mais aussi de ses alliés opportunistes, des trois appareils syndicaux italiens unis, qui ont déclaré publiquement que les syndicats « accepteraient [dans les négociations en cours] les facteurs objectifs de la crise », donc ne demandaient qu'à cogérer le licenciement des uns et l'augmentation de la charge de travail des autres. Actuellement, la cohorte de ces larbins cherche à ne pas perdre contact avec la masse des ouvriers, et à trouver les ruses les plus efficaces pour leur faire avaler les exigences capitalistes sous divers enrobages.

C'est pourquoi, après avoir annoncé manifestations et défilés, ces messieurs ont dû se replier sur une tentative d'emprisonnement contrôlé des ouvriers dans leur usine : pour rentrer dans l'usine tous ensemble le 7 octobre, les ouvriers ont dû présenter leurs cartes au double contrôle des bonzes et des contremaîtres... De nouveau, après la « grève générale nationale de 4 heures » du 10 octobre, la bonzerie essaie de réintroduire dans l'usine de Turin la grève tournante spontanément écartée par les ouvriers en septembre comme inefficace.

Le besoin d'une organisation de classe indépendante pour unir les énergies ouvrières contre toutes ces manœuvres se fait sentir de façon brûlante.

Devant les ouvriers turinois en grève, les « réalistes » social-chauvins n'ont pas craint de venir expliquer qu'après tout, c'était pa-

reil partout, et que Ford, British Leyland, Peugeot et Renault étaient obligés de licencier. C'est en effet à une offensive aussi chirurgicale, bien qu'apparemment plus dispersée, que sont confrontés aujourd'hui les travailleurs de l'automobile en France, même et autant qu'ailleurs, à la prospère Régie Renault, qui continue de dégraisser à tour de bras, à coups de « départs volontaires, de préretraites forcées (avec un pourboire de 5 millions, tarif sidérurgie !), de mises à pied disciplinaires, en particulier chez les travailleurs maghrébins ainsi livrés tout prêts aux expulsions. La bourgeoisie française n'est pas seulement pressée par la nécessité économique : elle sent aussi qu'il faut faire vite, et intensifier sa police préventive avant que le désespoir des chômeurs, la colère de tous les travailleurs, le manque de confiance envers les chiens de garde opportunistes qu'atteste, entre cent autres signes, la baisse du recrutement et des cotisations syndicales, ne débouche dans des explosions incontrôlables.

Elle craint surtout l'accumulation géographique de facteurs explosifs : dans la Haute-Loire, autour de Saint-Etienne, où des inondations ont aggravé la misère ouvrière, dans les villes du Nord, où le taux de chômage atteint les 20 %. Alors, la bourgeoisie et son opposition loyale de Gauche font donner les extincteurs : des promesses d'argent véreux pour Manufrance ; à Saint-Etienne, les curés ; Giscard et le fantôme de Guy Mollet dans le Nord. Partout, les ennemis ouverts et masqués de la classe ouvrière s'agitent et étudient toutes les possibilités de barrage du courant !

Ces messieurs se donnent un mal fou. Et pourtant, unis aux capacités de solidarité et de fraternité, le courage, l'invention, l'intelligence et la force sont en puissance dix fois plus grands chez les prolétaires. Mais pour que toutes ces capacités enfouies et écrasées donnent leur effet, même dans la lutte de défense quotidienne, il faut qu'ils retrouvent ainsi la capacité de s'unir et de s'organiser, de SAIDER EUX-MEMES, comme le disaient naguère les révolutionnaires bourgeois : chaque petit noyau de prolétaires combattifs dans toutes les entreprises, parmi les chômeurs, partout, doit sentir le besoin et l'urgence de pousser dans ce sens.

La nouvelle formule de "la femme au foyer"

On se préoccupe aujourd'hui beaucoup de « politique familiale », de lutte contre « la crise démographique », et la solution donnée est d'accroître les allocations familiales, les indemnités de salaire unique, les primes à partir du troisième enfant, etc.

N'est-ce pas le meilleur démenti aux prétendues « valeurs éternelles » que de prendre des mesures d'incitation économique là où l'incitation morale, c'est-à-dire le moteur des « valeurs éternelles », se fait si poussive ?

En réalité, derrière le baratin des moralistes, de droite et de gauche, il y a autre chose : il s'agit de faire semblant de diminuer le nombre des chômeurs recensés par tous les moyens, en particulier en choisissant les chômeurs : les femmes sont toutes désignées, puisque c'est sur elles que la société capitaliste fait reposer l'éducation des enfants et les tâches domestiques, en dépit de tous les drelin-drelin démocratiques sur la libération de la femme.

Dépassé le vieil exclusivisme masculin avec

son cri de « la femme au foyer » ! Non, la femme est l'égal de l'homme : elle a le droit de travailler si elle le désire, mais le salaire ouvrier étant infime et celui de la femme prolétaire encore écorné de 20 à 30 % par rapport à la moyenne, on peut avec un peu de travail calculer le montant dont il faut augmenter les allocations familiales, les primes du troisième enfant, ou diminuer les frais de garde pour qu'une fraction donnée de la population féminine se résigne à s'enfermer exclusivement dans les tâches ménagères en obéissant aux seules « lois économiques ».

Que peut donc l'« égalité » devant les lois d'airain du capital qui entraînent la femme prolétaire à la double journée de travail pendant les périodes de flux productif et la plaquent brutalement au fond de la cuisine et de la chambre d'enfants dans les périodes de reflux ? Rien, mais son obstination révèle sans tarder le terrain réel de l'émancipation de la femme prolétaire : la lutte pour la destruction du capitalisme !

Peyrefitte peut dormir sur ses deux oreilles...

(Suite de la page 3)

rassemblement, une manifestation, une « grande journée d'action » (tract commun des 13), ou du moins à quelque chose contre le projet Peyrefitte.

Et l'on vit quoi ? Quelques poignées de bonzes et de sous-bonzes, quelques avocats et juges syndiqués, quelques huiles du PS serrées frileusement contre deux ou trois bataillons de flics « républicains » en civil, qui tenaient nettement le haut du pavé, tandis qu'une dizaine d'ouvriers de Dufour, chapeautés par la CFDT et assourdis par sa sonnerie et ses chansons « de gauche », essayaient péniblement de faire connaître leur lutte — et aussi, hélas, en même temps, les qualités techniques de leurs machines. Comme le constatait avec une certaine perplexité un sous-bonze CGT, « on n'avait pas assez mobilisé » ! Evidemment, les directions syndicales CGT-CFDT, attendaient une occasion plus sûre pour courir le risque de faire sortir

les ouvriers des boîtes où ils les enferment, de leur donner une occasion de se rencontrer. Ils allaient l'avoir une semaine plus tard après l'attentat de la rue Copernic.

Même parmi les salariés étroitement encadrés par les appareils syndicaux, une farce aussi grossière risque — et nous nous en réjouissons — de semer quelques doutes sur l'efficacité de la « lutte contre la répression » menée par de tels moyens, et avec de tels alliés...

Réunion publique

à NANTES

Le samedi 25 octobre,
Centre social des Bourderies,
rue Saint-Brévin

Leçons des grèves
en Pologne



Les besoins de notre propagande

Une réunion rassemblant des militants des sections françaises s'est tenue récemment pour orienter l'activité commune pour l'année qui vient.

La réunion a retenu les axes de notre travail théorique et politique interne, affronté un certain nombre de questions d'organisation en liaison avec le développement du travail. Elle a également fixé les grandes lignes de l'intervention extérieure du parti.

En ce qui concerne la propagande, un certain nombre de besoins ont été mis en évidence :

1) Notre propagande liée à la lutte immédiate se doit naturellement de partir des poussées de la lutte économique.

De ce point de vue, deux brochures sont en préparation :

— Les *Orientations d'action syndicale* réactualisées, dont la rédaction s'achève ;
— Une brochure sur le chômage.

Notre propagande liée à la lutte immédiate ne doit cependant pas se cantonner à cet aspect économique. Elle doit éveiller au besoin de la *lutte politique* par la dénonciation de l'Etat, de ses flics, de toutes les formes d'oppression perpétrées par la classe bourgeoise.

Nous devons attacher la plus grande attention aux objectifs politiques immédiats qui doivent faire l'objet d'une propagande systématique comme la défense des conditions de lutte (libertés politiques), la lutte contre la violence et la répression bourgeoises, la lutte contre le militarisme. C'est qu'il est indispensable de prévoir, dans la perspective de la marche vers une nouvelle guerre impérialiste,

une propagande contre la guerre qui prenne appui sur des besoins pressants et immédiats de la classe.

On pourrait partir, à ce sujet, des points suivants : la lutte contre le nationalisme économique, la défense des travailleurs immigrés, l'organisation de la jeunesse prolétarienne, la défense des prolétaires sous l'uniforme, la lutte contre la militarisation du travail, la lutte contre les interventions militaires, la lutte contre l'oppression des petites nations, des nationalités mineures, des colonies, afin de favoriser par la propagande et l'action l'union des prolétaires entre l'usine et la caserne, par dessus les barrières de nationalités. Des accords ont été pris pour mettre en chantier une brochure de propagande sur le thème : « Comment lutter contre la guerre impérialiste et les préparatifs de guerre ».

2) Dans la période d'instabilité et d'aggravation de toutes les contradictions capitalistes qui s'est ouverte, il est important d'insister, aussi bien sur les grandes questions (crise et guerre) que dans les problèmes immédiats (chômage, défense des conditions de vie et lutte contre la violence bourgeoise), sur le *besoin de la révolution prolétarienne* et de la transformation communiste de la société.

Ceci implique d'abord de démontrer systématiquement, de façon vivante, les plans économiques de la bourgeoisie ; de démontrer à partir d'une critique fournie et précise menée aussi sur le terrain de l'adversaire et ne tant pas seulement de nos affirmations de doctrine, l'impuissance des réformes et de toutes les propositions du réformisme social, le caractère catastrophique du gradualisme politique, du pacifisme petit-bourgeois, etc.

Mais ceci implique également que la propagande que nous faisons sur le terrain de la lutte immédiate soit quelque peu *complétée et infléchie*. Elle doit naturellement faire valoir le besoin de la lutte de classe et de l'organisation immédiate, mais doit plus systématiquement démontrer l'impossibilité, surtout en temps de crise, d'une amélioration durable du sort des larges masses sans la destruction du capitalisme.

3) Un thème de propagande qui ne devrait pas être davantage que les précédents spécifiquement français, c'est celui de la *défense du marxisme* et le besoin du *parti international*. Il est cependant indispensable pour les sections françaises et pour la presse en

langue française de faire un effort particulier dans ce domaine afin de toucher plus efficacement de nouvelles aires par l'immigration (ouvrière, étudiante et politique) en France.

4) Enfin notre propagande doit être rendue plus vivante, et tenant compte des éléments suivants :

— partir de l'expérience réelle du public auquel on s'adresse, et donc de l'analyse précise des besoins politiques des lecteurs, des ouvriers combattifs, etc., en infléchissant le travail des sections dans ce sens,

— faire la critique des autres groupes, non seulement en partant de points de principe et de programme, mais encore et surtout en faisant la critique des *réponses* qu'ils donnent aux exigences politiques réelles, historiques et immédiates.

Il est en particulier urgent et indispensable d'étudier systématiquement et de répondre aux petits groupes de la filière maoïste et de la veine anarchisante (autonomes, anti-parti, etc.), et de fournir à toutes les sections, aussi bien à travers le journal que par des « fiches politiques » et des dossiers internes des données sur toute la gamme des groupes auxquels les militants et sympathisants sont confrontés quotidiennement.

Nous reviendrons prochainement sur les « thèmes prioritaires d'intervention » qui ont été retenus.

Vient de paraître :

LE PROLETAIRE
SUPPLEMENT POUR LA SUISSE
N° 22 — Octobre 1980

EN LANGUE FRANÇAISE :

— Vive la lutte de nos frères polonais !
— La répression est inséparable de la démocratie.
— Alternative à l'Est : Droits de l'homme ou lutte de classe !
— La crise du Moyen-Orient et l'impérialisme.
— Nécessité de l'antimilitarisme de classe.

EN LANGUE ALLEMANDE :

— Dem Kampfbeispiel der polnischen Arbeiter folgen !
— Pathologie der bürgerlichen Gesellschaft. Notwendigkeit der Kommunistischen Revolution.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente le dernier samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h.

● A Besançon : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, devant le Suma de Planoise, avenue de Franche-Comté.

● A Caen : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 12 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 19 octobre, 2, 16 et 30 novembre, etc.

● Grenoble : vente au marché Saint-Bruno, dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 19 octobre, 2, 16 et 30 novembre, etc.

● Au Havre : vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

● Au Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 19, 2, 16 et 30 novembre, etc.

● A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallencac, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

● A Strasbourg : vente au marché de Neudorf, place du marché, le 1^{er} et 3^e samedi du mois.

● A Toulon : vente au marché du cours L.-Blanc à La Seyne-sur-Mer, dimanche tous les quinze jours, soit les 19 octobre, 2, 16 et 30 novembre, etc.

● A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, de 11 h à 12 h.

● A Valence : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourguignons-Valence, place de la Liberté, soit les 19 octobre, 2, 16 et 30 novembre, etc.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 h à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO
Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926